

RELIGIONS Il y a cinquante ans, une soixantaine de réfugiés tibétains débarquaient à Rikon. Récit. **17**

HISTOIRE VIVANTE Le chercheur Jean-François Pérouse analyse le parcours de Recep Tayyip Erdogan. **18**

le **MAG** Le festival d'arts scéniques Zoukak Sidewalks tente de fortifier une frêle scène locale libanaise. **23**

WEEK-END

SOLIDARITÉ
11

LE COURRIER
VENDREDI 18 NOVEMBRE 2016

Le développement, en Afrique, passe par la classe paysanne, défend une publication Nord-Sud de la FGC. Or la paysannerie est menacée par l'agro-exportation qui vide les campagnes

Plaidoyer pour les paysans

LAURA HUNTER

Enjeu ► Qui de mieux placé pour dessiner l'agriculture africaine de demain que les paysans eux-mêmes? Partant de ce constat, la Fédération genevoise de coopération (FGC) a édité une brochure au titre explicite: *Les familles paysannes sèment l'avenir*¹ et invité récemment quatre de ses inspirateurs à débattre à Genève.

Réalisée par la Plate-forme souveraineté alimentaire de la FGC, l'ouvrage est l'aboutissement d'un travail de capitalisation d'expériences avec les partenaires locaux des ONG genevoises entamé en 2012. Une réflexion qui permet de définir des priorités et des objectifs à l'heure de mettre en place des projets favorables à la souveraineté alimentaire.

Premier constat: la centralité du droit à la terre, selon Elisabeth Mekougou Obama. Activiste en droits humains et formatrice en genre et développement à l'Institut panafricain pour le développement, la Ca-

merounaise dénonce l'insécurité foncière: «De plus en plus, les terres sont cédées aux élites ou aux investisseurs étrangers, dans une dynamique néocoloniale d'agro-industrie», alors même que l'Etat n'est pas son propriétaire. Face à ces ventes illégales, des villageois se sont organisés pour obtenir un titre foncier collectif avec le soutien du Réseau national des habitants du Cameroun. «La réforme foncière doit se faire avec les paysans et la société civile. Elle doit tenir compte du droit coutumier», plaide l'activiste.

Biodiversité

Seconde étape: assurer l'accès aux semences. Pionniers de l'agroécologie au Sénégal, Alihou Ndiaye et son Association sénégalaise des producteurs de semences paysannes organisent tous les deux ans une Foire ouest-africaine. Avec l'objectif de contrecarrer les convoitises de l'agro-industrie. «Le patrimoine semencier est accaparé en brevetant le vivant et en imposant un rendement qui

exige des adjonctions d'engrais et de pesticides chimiques.» Le militant défend une agroécologie garante de la biodiversité, une agriculture respectueuse du sol et le droit de produire des aliments sains et écologiques partout.

«L'agrobusiness provoque le dépeuplement des zones rurales.»

Deogratias Niyonkuru

A l'autre bout de la chaîne, Tata Ametoenyenu cherche à éduquer les consommateurs. «C'est ainsi que nous pourrions reconquérir notre alimentation. Il y a dix ans, on était dans l'ignorance. Maintenant, on bouge. On s'est soulevé contre les accords de partenariat économique avec l'Europe qui voulaient installer le libre-échange. Cela montre que les peuples africains sont éveillés. Les médias sont de notre côté, car c'est un combat pour la survie de



L'accès aux semences est crucial pour permettre l'autonomie paysanne. En médaillon: Elisabeth Mekougou Obama, Tata Ametoenyenu, Deogratias Niyonkuru et Alihou Ndiaye. FGC/LHR

tout un continent. Nous n'avons pas les moyens des multinationales, mais on lutte.» Le consommateur local devient un slogan. «Des gouvernements

ont aussi le courage de s'imposer. Le pain de blé produit uniquement à partir de farine importée a été refusé par des pays qui ont exigé que la préparation

contienne aussi des farines locales, tel le manioc. Nous ne voulons plus dépendre du riz thaïlandais ou asiatique, mais avoir des politiques

Le Burkina ne plante plus d'OGM

Le Burkina Faso avait accepté en 2008 d'être le cobaye de la multinationale Monsanto en Afrique de l'Ouest. Dès l'année suivante, ce petit pays, l'un des principaux producteurs de coton du continent, a presque entièrement remplacé sa fibre textile traditionnelle par les OGM de la firme étasunienne. Six ans après, c'est la débâcle. Les trois sociétés cotonnières du pays annoncent, fin 2015, l'abandon des semences transgéniques en raison de leurs piètres performances. Mais le Burkina continue à soutenir des recherches sur le maïs et le niébé (haricot) OGM, s'inquiète Aline Zongo, représentante de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (Copagen), implantée dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest. *Le Courrier* a rencontré la spécialiste burkinabè à l'occasion d'une conférence organisée par Swis-said à Genève.

Le coton transgénique semble avoir été une catastrophe pour les producteurs burkinabè...

Aline Zongo: Le coton BT avait été présenté aux Burkina-bè comme une solution miracle aux attaques d'insectes contre les capsules de coton, ainsi qu'un prodige pour l'augmentation des rendements, l'amélioration des conditions de vie et la diminution de la pénibilité du travail. Il n'en a rien été. Dès la seconde récolte déjà, le coton transgénique s'est révélé de mauvaise qualité, avec une fibre plus courte et plus terne. Alors que le coton burkinabè était très bien placé sur les marchés mondiaux, il a perdu sa place.

Deux tiers du coton étaient désormais classés «mauvais» à «moyen», et ont donc été vendus à bas prix. Quant à la diminution de l'usage des insecticides, promise par Monsanto, ce n'était qu'un leurre. Cela a fonctionné la première année seulement. La baisse des coûts des intrants n'a donc pas eu lieu, c'est au contraire à une augmentation des charges à laquelle nous avons assisté car les semences vendues par la multinationale américaine sont chères.

La production n'a-t-elle donc pas progressé?

Le rendement du coton BT s'est révélé inférieur à celui du coton traditionnel: 1192 kilos par hectare pour le premier, contre 1600 kilos pour le second en 2015, selon une étude que nous avons menée auprès de 300 petits producteurs. Certains grands agriculteurs s'en sont toutefois mieux tirés, au-delà de 25 hectares d'exploitation.

Avez-vous documenté des dommages sur l'environnement lié au coton BT?

Aucune étude n'a été réalisée à ce jour. Selon certains paysans, les populations de papillons ont diminué. Ils se sont plaints aussi que leurs champs de sésames qui jouxtaient les plants de coton BT devenaient un refuge pour les insectes nuisibles, détruisant leurs récoltes. Pour l'éviter, il faut que les cotonniers convertis aux OGM préservent une zone tampon plantée de coton traditionnel. C'était d'ailleurs une consigne de Monsanto pour

éviter que le BT devienne lui-même vulnérable aux insectes. Mais les petits paysans ne l'ont pas respectée.

Monsanto a-t-elle indemnisé la Société burkinabè des fibres textiles (Sofitex)?

La Sofitex a réclamé 43 milliards de francs CFA (70 millions de francs suisses) de dommages et intérêts à Monsanto car c'est elle qui a assumé la majeure partie des coûts de ce désastre. La firme américaine refuse tout dédommagement car elle impute le problème au non respect supposé des protocoles d'utilisation de la semence transgénique et aux conditions environnementales notamment.

Les paysans burkinabè ont-ils pu déjà se reconvertir aux semences traditionnelles?

Les sociétés cotonnières avaient planifié un retrait progressif. Mais face à l'attitude intransigeante de Monsanto, elles ont accéléré le processus. La récolte d'octobre et novembre 2016 est déjà à 100% issue de semences tradition-

nelles. Heureusement celles-ci étaient encore disponibles.

Cet échec de la technologie OGM ne représenterait-elle paradoxalement une bonne nouvelle pour l'Afrique. Il devrait refroidir les ardeurs pour planter d'autres produits transgéniques sur le continent?

J'espère que nos dirigeants seront assez clairvoyants pour tirer les leçons de cette affaire. Mais je n'y crois pas trop. Même au Burkina, le gouvernement continue non seulement de promouvoir les recherches sur le maïs et le niébé (fève de haricot) OGM, mais se vante même de le faire! Quand on me dit que nous avons gagné la bataille sur le coton BT, je ne peux pas me réjouir car je pense que ce qui est à venir peut être bien pire. Le maïs et le niébé sont la base de notre alimentation! On ne peut pas s'amuser avec cela! Non seulement nous ne connaissons pas l'impact de ces organismes sur les plans sanitaires et écologiques, mais cela rendrait de plus les paysans complètement dépendants de firmes comme Monsanto.

Certains gouvernements affirment que cela pourrait permettre de mieux nourrir la population...

Ne tombons pas dans les illusions que les multinationales nous vendent. Nous savons tous quoi faire pour augmenter la disponibilité des aliments: aider les paysans à accéder aux intrants, à l'eau et aux marchés. Diffuser des techniques simples pour préserver les sols. Améliorer les routes pour que les petits cultivateurs puissent écouler leur production (qui souvent pourrit sur place). Le problème n'est pas d'ordre technologique. Si les moyens financiers utilisés pour développer les OGM étaient investis auprès des paysans, la question serait peut-être déjà réglée. |

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

... volontaristes pour être autosuffisants», plaide le militant de l'Organisation pour l'alimentation et le développement local au Togo.

Mais, développer l'agriculture locale de subsistance passe d'abord par une résistance déterminée au modèle agro-industriel. Par exemple en démontant les mythes. Alihou Ndiaye: «La production mondiale alimentaire est très supérieure aux besoins. Comment se fait-il, alors, que des gens se couchent le ventre vide?» Si la nourriture produite par les exploitations paysannes n'est pas suffisante, c'est du fait des politiques agricoles mises en application depuis les indépendances afri-

caines. «On a axé la culture africaine sur la culture européenne. Les conséquences sont désastreuses: déforestation, bouleversement des habitudes agricoles positives de nos paysans, infection des nappes phréatiques...»

Elisabeth Mekougou Obama complète: «Les produits importés bénéficient d'exonérations aux frontières, et cela a un effet de concurrence déloyale. Le paysan n'arrive plus à vendre à un prix convenable. Et il est abandonné par les politiques qui subvenaient avant son activité.»

Pas de révolution verte
Deogratias Niyonkuru fait le même constat que ses collè-

gues. L'agriculture familiale créée davantage d'emplois, tout en nourrissant les travailleurs, relève le fondateur et secrétaire général de l'Appui au développement intégral et à la solidarité sur les Collines au Burundi. Et l'agriculture familiale ne dépend que d'elle-même. L'agro-industrie, au contraire, est soumise aux aléas des marchés.

«L'agrobusiness provoque le dépeuplement des zones rurales. Si ça continue, nous arriverons à des situations similaires à l'Europe, avec 3% de population rurale. Mais en Occident, il y a des industries offrant du travail à ces gens. Ce n'est pas le cas en Afrique!»

Autre problème, les sols africains ne sont pas capables de supporter de telles quantités d'engrais. «La révolution verte asiatique ne peut pas être transférée sur notre continent. Il faut développer la capacité organisationnelle des populations africaines pour imposer aux élus la voie de l'autodéveloppement. Nous devons passer de la charité et de la diffusion de technologies exogènes à une autonomie dans la production. Fabriquer nous-mêmes la canne à pêche», souligne Deogratias Niyonkuru.

Dans ce cadre, le travail mené avec les associations membres de la FGC est très important, poursuit Tata Ame-

toenyenu, car il pose des pistes et des collaborations possibles entre le Nord et le Sud, afin que la souveraineté alimentaire soit comprise et prise en compte par les décideurs et les consommateurs. «Nous ne pouvons pas lutter seuls. Il nous faut des alliés». Deogratias Niyonkuru insiste: «Quand l'Afrique parle de souveraineté alimentaire, il n'est pas question d'opposition entre le Nord et le Sud. La banane est produite au Sud, mais les populations en tirent seulement 10% à 15%. Qui s'enrichit sur la banane? Ce ne sont pas les populations du Nord. Ce sont les multinationales qui veulent tout contrôler. Les paysans, au Nord comme au Sud, n'arrivent

plus à vivre de leur métier, car des groupes s'accaparent l'essentiel de la valeur ajoutée. C'est un combat commun des populations. Le monde entier doit se démocratiser. Des petits groupes manipulent les marchés et le reste de l'humanité paie les pots cassés, c'est un modèle économique qui doit changer pour qu'on puisse tous vivre en paix.»

1 Sous-titrée la souveraineté alimentaire en Afrique: expériences de terrain et nouveaux enjeux de coopération, cette publication, coréalisée par notre confrère Michael Rodriguez et Isabelle Lejeune, détaille sur une centaine de pages des projets, des recommandations et des ressources. En savoir plus: www.souverainetealimentaire.ch

EXERGUE

Colombie: un accord de paix très affaibli

C'est la course contre la montre en Colombie: alors que la version renégociée et finale de l'accord de paix a été signée le 13 novembre, la situation sur le terrain vient de connaître un incident qui témoigne d'une fragilisation de la situation: mercredi 16 novembre, deux guérilleros des FARC ont été abattus par l'armée colombienne dans la région du Sud de Bolivar dans des circonstances qui seront examinées par la Mission de vérification de l'ONU. Peu après, le président Juan Manuel Santos a fait savoir que l'accord final serait soumis à l'approbation du Congrès dans un délai d'environ deux semaines. Il faut rappeler qu'au lendemain de l'échec du plébiscite du 2 octobre dernier, le chef de l'Etat avait sonné l'alarme: les retards induits par la renégociation de l'accord de paix créaient une incertitude néfaste pour le cessez-le-feu bilatéral reconduit jusqu'à la fin de l'année.

Les mécanismes de redistribution des terres vont être limités

Il a en effet fallu quarante et un jours d'intenses négociations à La Havane pour trier les centaines d'objections soumises aux deux équipes de négociateurs par l'ex-président et sénateur Alvaro Uribe, et le clan du «non». Après l'inclusion de cinquante-six des cinquante-sept grands changements réclamés par ceux-ci dans le nouveau texte, la Colombie a un accord de paix absolument définitif, car comme l'a précisé le chef des négociateurs du gouvernement, Humberto de La Calle, il n'y a plus lieu de réclamer de nouvelles modifications. Il n'y a surtout plus de temps.

S'il y a un soulagement certain dans la société, l'esprit n'est toutefois plus vraiment à la fête: force est de constater que le nouvel accord est trop souvent en retrait par rapport aux avancées du précédent, et qu'Alvaro Uribe, son parti le Centre démocratique et les opposants à la paix en général sont déterminés à faire feu

de tout bois pour déstabiliser la légitimité de l'accord final.

Participation citoyenne bridée

Parmi les aspects qui se retrouvent les plus modifiés, la publication en ligne *Silla Vacía* retient celui de la participation citoyenne, «principe fondamental de tous les accords qui constituent l'accord final» comme il est dit dans les deux versions du document, car il permet de «construire la démocratie du bas jusqu'en haut».

Là où, dans le premier accord, la participation citoyenne était associée, d'une façon très progressiste pour la Colombie, à de nombreux mécanismes de décision, le deuxième texte précise que le dernier mot reviendra désormais et dans tous les cas, aux seules autorités. Certes, la participation citoyenne devrait acquérir néanmoins un statut amélioré, mais indiscutablement à la baisse par rapport aux espoirs que laissait entrevoir l'Accord du 26 septembre. Une des raisons tient à ce que le clan du «non» ne voulait pas que les mouvements sociaux pèsent sur des questions sensibles comme celles de la terre, de la supervision des projets agraires, de l'usage des sols – autant de sujet liés historiquement aux origines de la guerre colombienne, et qui incarnent les enjeux économiques présents et à venir car ils mettent en concurrence des pratiques très différentes, comme celles de la petite paysannerie et des géants de l'industrie agro-alimentaire. Sans compter que les mécanismes de redistribution des terres vont maintenant être limités par le statut renforcé de la propriété privée, malgré le contexte douteux de nombreuses possessions.

Justice entravée

Il faut aussi souligner les reculs en matière de justice transitionnelle. La Justice spéciale de paix, JEP, est revue à la baisse. Sa durée est ramenée à dix ans avec une prorogation possible de cinq années supplémentaires. Plus préoccupant, les demandes d'enquête ne pourront lui être soumises que durant les deux premières années. Et surtout il n'y aura pas de juges étrangers, là où le premier accord prévoyait la



L'ancien président Alvaro Uribe est parvenu à ses fins: réduire la portée sociale et politique de l'accord de paix. Mais il en réclame encore davantage. KEYSTONE

présence d'une minorité de magistrats non colombiens sur les cinquante et un qui vont siéger. Or ceux-ci permettraient de donner corps à la dimension internationale des droits humains et fondamentaux, avec des points de vues plus détachés sur les enjeux colombiens. Ça ne sera plus le cas: seuls des avis consultatifs pourront être demandés à des juges étrangers.

Les positions sont aussi plus dures en matière de drogue: là où prédominait une approche intégrale orientée vers les cultures de substitutions et le traitement des addictions, il y a maintenant un retour des fumigations des cultures, et ce sont des organisations religieuses qui auront pour tâche de promouvoir une politique de prévention de la consommation de drogue.

FARC marginalisées

Autre point crucial: la participation des FARC à la vie politique du pays. Précédemment, seize sièges de représentants étaient réservés

à leur futur parti dans les circonscriptions spéciales de paix, correspondant aux zones de présence traditionnelle de la guérilla. Maintenant, il est spécifié que leur parti ne pourra justement pas présenter de candidat pour ces sièges-là – d'où une plus grande difficulté pour s'intégrer pleinement à la vie politique au niveau national. De plus le financement de l'Etat pour leur futur parti est revu à la baisse de 30%.

Dernier point préoccupant: celui des garanties. Au niveau juridique, le texte de l'accord ne sera pas incorporé à la Constitution de 1991: concrètement parlant, cela veut dire que son application dépendra, comme il est précisé, de la «bonne volonté» des trois prochains gouvernements à venir. Pour couronner le tout, les FARC ne seront plus intégrées à la Commission sur la protection et les garanties de sécurité – alors que le passé a tragiquement montré combien ce point était clé dans toute démocratisation. LAURENCE MAZURE

PUBLICITÉ

2016 !
L'Association a 20 ans !!!

Chassez votre SOLITUDE !

Offrez-vous un échange amical et en confiance

Que vous soyez âgé(e) ou jeune, handicapé(e), malade ou accidenté(e).

Profitez d'un moment privilégié : lectures (romans, revues, journaux...), discussions, jeux (scrabble, mots croisés, fléchés, échecs, dames, cartes...), promenades, etc.

T. 022/321 44 56
courrier@lectureetcompagnie.ch